



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article6199>

Petrella contre la Bourse de l'eau !

- Journal des Alternatives - Publications - Dossiers - Justice climatique et alternatives écologiques -

Date de mise en ligne : lundi 6 juin 2011

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Bourse de l'eau : Riccardo Petrella dénonce la proposition de Peter Brabeck, P-DG de Nestlé

M. Peter Brabeck, président de Nestlé, préconisait le 10 mai dernier à Genève la création d'une « bourse de l'eau », qui contribuerait, selon lui, au même titre que celles existant pour les autres matières premières, à régler le problème des pénuries de ce bien précieux. Une folie, immédiatement dénoncée par Riccardo Petrella, pour qui « la création d'une bourse de l'eau signifierait la totale confiscation aux peuples de la Terre d'un bien commun insubstituable pour la vie ».

« Le premier endroit où la chose devrait être envisagée, selon le président de Nestlé, est la province canadienne de l'Alberta où la concurrence risque d'être particulièrement forte entre les agriculteurs et les compagnies pétrolières.

Les agriculteurs ont en effet besoin d'eau pour leurs cultures tandis que les compagnies pétrolières utilisent pour l'exploitation des sables bitumineux des quantités d'eau bien plus importantes que pour les autres types de gisements pétroliers.

Nestlé réfléchit avec le gouvernement de l'Alberta à une bourse de l'eau, a précisé Peter Brabeck.

L'Alberta a procédé à une première étape en distinguant les droits fonciers des droits à l'eau, de sorte que posséder une terre ne donne pas automatiquement droit à l'eau qui y coule.

Peter Brabeck cite aussi l'exemple d'Oman qui dispose d'un système de bourse de l'eau remontant à plusieurs milliers d'années, et il relève que la forte augmentation du cours du pétrole, qui a dépassé en avril les 127 dollars le baril de Brent, pourrait en faire baisser la demande.

"Vous voyez ce qui se passe lorsque la demande augmente. Le marché réagit et les gens commencent à utiliser le pétrole de manière plus efficace. Le prix de l'eau est une chose qui ne bouge pas du tout", note-t-il.

Peter Brabeck répondait à des questions avant et après une conférence à Genève, au cours de laquelle il a évoqué les défis que constitue la couverture des besoins en eau, en énergie et en nourriture d'une population mondiale qui pourrait atteindre dix milliards d'habitants, selon un rapport des Nations unies publié une semaine plus tôt.

Il s'est fait l'écho d'opinions exprimées cette année au Forum économique mondial de Davos, selon lesquelles il ne faudrait pas laisser les biocarburants engloutir les précieuses ressources disponibles.

"L'une des premières décisions que nous devrions prendre est de ne pas utiliser de la nourriture pour produire des combustibles", a-t-il dit, ajoutant que même les biocarburants de seconde génération, qui utilisent des matières premières non alimentaires, ne seraient pas la solution.

Selon lui, les biocarburants de seconde génération ne réussiraient jamais à produire la quantité de biomasse nécessaire pour atteindre les ambitieux objectifs fixés par des gouvernements soucieux d'augmenter la proportion de biocarburants dans la consommation d'énergie.

A Davos, Peter Brabeck avait affirmé que le refus d'utiliser des produits alimentaires pour fabriquer des carburants contribuerait à endiguer l'inflation des prix alimentaires.

Il réaffirmait le 10 mai que l'escalade des cours des matières premières était la cause première des troubles qui ont éclaté en Afrique du Nord et au Proche-Orient.

"Le printemps arabe a véritablement débuté lorsque les gouvernements ont dû augmenter les prix de denrées alimentaires. Le côté politique est venu après. Il est survenu parce que les gens ont été repoussés dans une extrême pauvreté", ajoutait-il.

L'indignation de Riccardo Petrella

« L'idée même d'une bourse de l'eau est dangereuse, inutile, inefficace...comme c'est le cas de la bourse des semences, de la bourse du blé, du pétrole, de l'air..., réagit Riccardo Petrella.

Comment peut-on confier à un petit groupe d'opérateurs financiers, des nantis de surcroît, animés par l'appétit de rendement spéculatif à court terme, la responsabilité de "réguler" la sauvegarde, la valorisation et l'usage de l'eau, un bien "sacré " car essentiel et insubstituable pour la vie et le vivre ensemble comme l'eau ?

Confie-t-on à la bourse des armements la responsabilité de la défense d'un pays ?

La bourse de l'eau signifierait la totale confiscation aux peuples de la Terre d'un bien commun insubstituable pour la vie.

Selon la FAO, la bourse du blé n'a pas empêché que la montée du prix du blé se traduise, entre autres facteurs, par l'augmentation des personnes affamées, dont le nombre a dépassé en 2010 les 900 millions, et par l'appauvrissement de 44 millions additionnels d'êtres humains alors que les profits des grands groupes multinationaux agroalimentaires ont atteint des niveaux record en 2010 !

Confier l'eau à la bourse signifie confier le devenir de la vie des milliards de personnes au pouvoir d'enrichissement de certains.

La bourse de l'eau est une proposition irresponsable et ridicule.

Le thème de la pénurie d'eau est un argument abusivement utilisé par Brabeck & Co pour proposer le prix élevé/ le marché/la bourse de l'eau...

Il est important de rappeler avec force aux propagandistes de l'eau rare, et donc chère, et donc "or bleu", que la pénurie est le résultat de nos politiques de croissance économique prédatrice, de nos usages non durables, de notre incapacité de partager les biens communs et d'en assumer la co-responsabilité financière aussi, du mépris total des groupes sociaux dominants pour le droit à la vie des peuples, de tous les peuples.

Dès lors on ne peut pas laisser à ces groupes qui sont responsables de la pénurie la tâche et le pouvoir d'imposer leur irresponsabilité ! Ce serait indécent.

Je propose, en revanche, que l'eau soit confiée en tant que bien commun public à la responsabilité des citoyens, à partir des communautés locales (villages, quartiers, villes...), jusqu'à la communauté mondiale par des mécanismes circulaires et à spirale de subsidiarité et de co-responsabilité.

Petrella contre la Bourse de l'eau !

Cette nouvelle idée de "bourse mondiale de l'eau" est aussi inepte, ridicule que scandaleuse : une sorte de nouvelle autorité mondiale dominée par les grands opérateurs financiers spéculatifs privés, alors que les grandes compagnies multinationales privées, tous secteurs confondus, rejettent de manière arrogante l'institution d'une autorité publique mondiale de l'eau décentralisée, ouverte, démocratique.

Pour eux, la démocratie qui vaut est uniquement l'oligarchie des (gros) actionnaires.

La lutte continue. »